

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>1</i>

**Maître d'Ouvrage**  
**MINISTERE DES ARMEES**



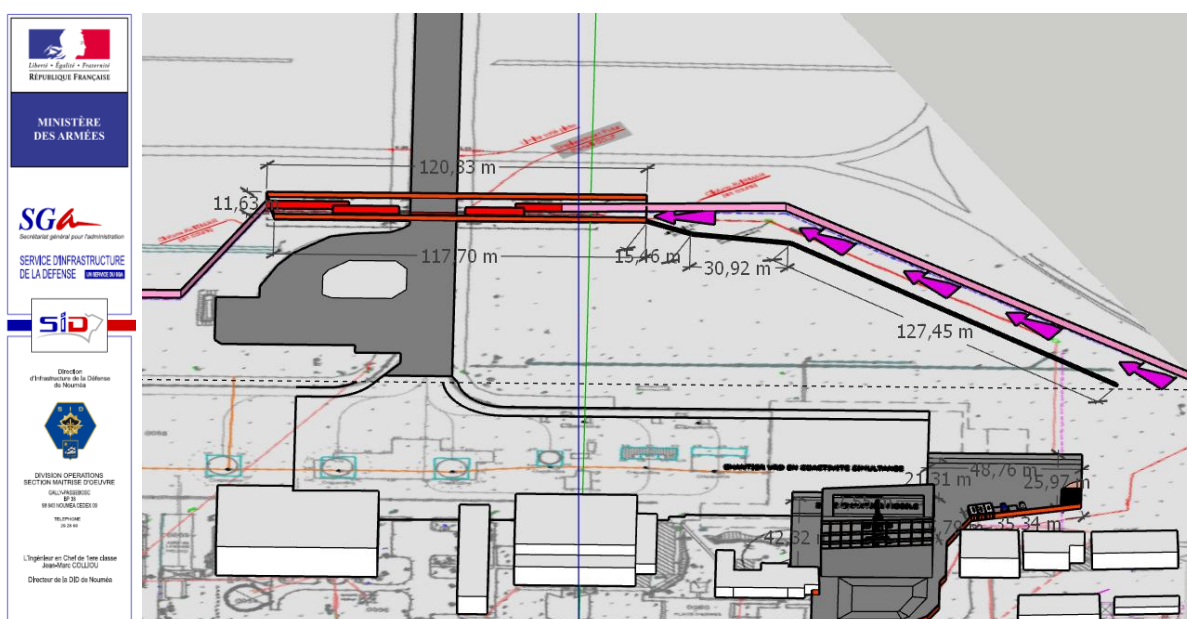
***PLAN GENERAL DE COORDINATION DE  
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE  
(PGC SPS)***

***Projet n°25-021  
NOUMEA : Base Aérienne 186  
Réalisation d'un Portail Golf***

<i>02/10/2025</i>	<i>M. CABRERA Michael</i>			<i>1</i>
<i>29/09/2025</i>	<i>M. CABRERA Michael</i>			<i>0</i>
<i>Date</i>	<i>Rédigé par</i>			<i>REV.</i>

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	1	2

## DIFFUSION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE



NOMS	ADRESSES
Maitre d'ouvrage ETAT – MINISTERE DES ARMEES	Section Maitrise d'œuvre interne BP 38 – 98843 NOUMEA Cedex
Diffusion : Toutes les Entreprises. Au moment de la remise du dossier de consultation par le Maître d'Ouvrage	

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	1	3

## SOMMAIRE

### Table des matières

<b>CHAPITRE 0 – PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENT D'ORDRE ADMINISTRATIF. ....</b>	<b>6</b>
<b>MESURES D'ORGANISATIONS GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE.....</b>	<b>7</b>
<b>2 – LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>10</b>
2.1- TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS MIS EN COMMUN.....	10
2.2 – PRINCIPE D'INSTALLATION DE CLOTURE DE CHANTIER SUGGERE .....	11
2.4 ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER .....	13
<b>3 - MESURES PRISES PAR LE COORDONNATEUR SANTE SECURITE .....</b>	<b>15</b>
3.1 - PROTECTIONS COLLECTIVES .....	15
3.2 - LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE .....	15
3.3 - INSTALLATION ÉLECTRIQUE.....	16
3.4 - TÉLÉPHONE DE CHANTIER .....	18
3.5 - CIRCULATIONS HORIZONTALES .....	18
3.5.1.1 Voies de circulation des véhicules et engins dans le chantier.....	18
3.5.1.2 Voies piétonnes dans le chantier .....	18
3.6 - CIRCULATIONS VERTICALES.....	18
3.7 - CONDITIONS DE MANUTENTIONS.....	18
3.8 - ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE .....	19
3.9 - CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX.....	19
MATIÈRES ET SUBSTANCES DANGEREUSES .....	19
3.11 ÉCHAFAUDAGES FIXES OU ROULANTS.....	20
3.12 PLATES-FORMES DE TRAVAIL .....	21
3.13 ÉCHELLES, ESCABEAUX ET MARCHEPIEDS .....	21
3.14 CARENCE D'UNE ENTREPRISE .....	21
3.15 PROTECTIONS CONTRE LES NUISANCES DUES A LA POUSSIÈRES .....	21
3.16 PROTECTIONS CONTRE LE RISQUE D'INCENDIE.....	21
3.18 RESPONSABLE SECURITÉ .....	22
3.19 CAMIONS ET ENGINS DE CHANTIER.....	22
3.20 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	22
3.21 TRAVAIL « ISOLÉ ».....	22
3.22 ÉQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES (E.P.I.) .....	23
<b>4 INTERFÉRENCES AVEC LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION .....</b>	<b>24</b>
<b>5 - MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT.....</b>	<b>25</b>
5.1 VOIES ET RÉSEAUX DIVERS .....	25
5.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	25
5.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	25
<b>6 - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS .....</b>	<b>26</b>
6.1 - ORGANISATION DE LA PROTECTION INCENDIE .....	26

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>4</i>

<b>6.2 - DISPOSITIONS RELATIVES EN CAS DE TRAVAILLEUR « ISOLÉ »</b> .....	27
<b>6.3 - ORGANISATION DES SECOURS</b> .....	27
<b>6.4 - SECOURISME ET PREMIERS SECOURS</b> .....	28
<b>6.5 - AFFICHAGE DES NUMÉROS D'URGENCES</b> .....	28
<b>MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS</b> .....	<b>28</b>
<b>AUTORITÉ</b> .....	28
<b>7.1.1 Obligations du Coordonnateur SPS</b> .....	28
<b>7.1.2 Moyens et autorité du Coordonnateur Santé Sécurité donnés par le Maître d'Ouvrage</b> ...	28
<b>7.2 - OBLIGATIONS DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE SANTE SECURITE</b> .....	29
<b>7.3 - MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES</b> .....	30
<b>8 - VISA DE L'ENTREPRISE</b> .....	33

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>5</i>

## Chapitre 0 – préambule

### 1. Objet :

- ✓ L'objet du P.G.C. est d'informer tous les intervenants du chantier des différentes mesures générales prises pour prévenir les risques découlant de l'interférence des activités de ces différents intervenants (co-traitants & sous-traitants) sur le chantier ou de la succession de leur activité lorsqu'une intervention laisse subsister, après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.
- ✓ Le présent document est établi conformément à la délibération du 7 août 2012 et ses décrets d'application.

### 2. Diffusion :

- ✓ Le P.G.C. est remis par le Maître d'Ouvrage aux entreprises titulaires lors de la signature du marché.
- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier, peut être consulté par les représentants des organismes suivants Inspection du Travail, par le médecin du travail, les membres des Comités d'Hygiène de Sécurité et des conditions de travail ou à défaut, les délégués du personnel appelés à intervenir sur le chantier.
- ✓ L'Entrepreneur qui fait exécuter tout ou partie des travaux par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du P.G.C., et les informer des modifications de ce plan.
- ✓ L'Entrepreneur ou le sous-traitant qui fait intervenir sur le chantier des travailleurs indépendants, doit les informer qu'ils sont soumis aux règles de prévention vis à vis d'eux-même et des autres personnes intervenant sur le chantier.

### 3. Evolution :

- ✓ Le P.G.C. est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail, les modifications correspondantes sont portées à la connaissance des entreprises.
- ✓ Le P.G.C. intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant les P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) établis par les entreprises ou d'autres plans de prévention qui seraient nécessaires.

### 4. Conservation :

- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier est conservé par le Maître d'Ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>6</i>

## Chapitre 1 – Renseignement d’ordre administratif.

### **MAITRE D'OUVRAGE**

ETAT – MINISTERE DES ARMEES

### **CONDUITE D’OPERATION**

DID/Divisions Projets/Section Conduite d’opérations (M. Jérôme VIEL 29 29 66.)

### **MAITRISE D’OEUVRE:**

DID/Division Projets/Section maîtrise d’œuvre

### **BET STRUCTURES :**

SANS OBJET

### **COORDONNATEUR SECURITE ET SANTE**



**Cabrera Santé Prévention & Sécurité**  
**BP 18039 – 98 857 Nouméa Cedex**  
**Ridet : 1 314 194.001**  
**Tel : 89 21 71**

### **Organismes de prévention**

**Inspection du travail : IMMEUBLE GALLIENI - 12 RUE DE VERDUN**  
**BP - 141 - 98 845 NOUMEA CEDEX**

Tel : (687) 27 55 72

### **CONTROLEUR TECHNIQUE :**

Sans objet

### **Liste des concessionnaires de réseaux**

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>7</i>

## **EEC / CDE**

### **Eau**

Pour les besoins du chantier et avant tout début d'intervention, le titulaire mettra à la disposition de l'ensemble de ses intervenants, une installation provisoire d'eau potable pour les besoins du chantier.

L'installation provisoire sera réalisée depuis un compteur provisoire qui sera raccordé au point de raccordement défini par le maître d'œuvre, un relevé contradictoire et la BA186. Une facturation sera faite par la BA186.

### **Électricité**

En complément du CCAP, les préconisations suivantes sont applicables.

Pour les besoins du chantier et avant tout début d'intervention, le titulaire, aura à sa charge les alimentations et comptages provisoires d'électricité nécessaires à la bonne marche du chantier par la mise en place d'une installation électrique provisoire de chantier, alimentée en basse tension et protégée au niveau de l'utilisation par disjoncteurs différentiels à haute sensibilité (30 mA).

Le coffret sera tiré depuis un point de raccordement défini par le maître d'œuvre, un relevé contradictoire sera réalisé avec le maître d'œuvre et la BA186. Une facturation sera faite par la BA186.

La prestation prévoira également le démantèlement de cette installation à l'issue des travaux.

## **Services extérieurs concernés par les travaux**

### **DID / BASE AERIENNE**

### **ORGANISMES DE SECOURS**

<b>SAMU</b>	<b>15</b>
<b>POMPIERS</b>	<b>18</b>
<b>POLICE SECOURS</b>	<b>17</b>

**POUR LES TELEPHONES PORTABLES FAIRE LE**

**18**

### **Attention !**

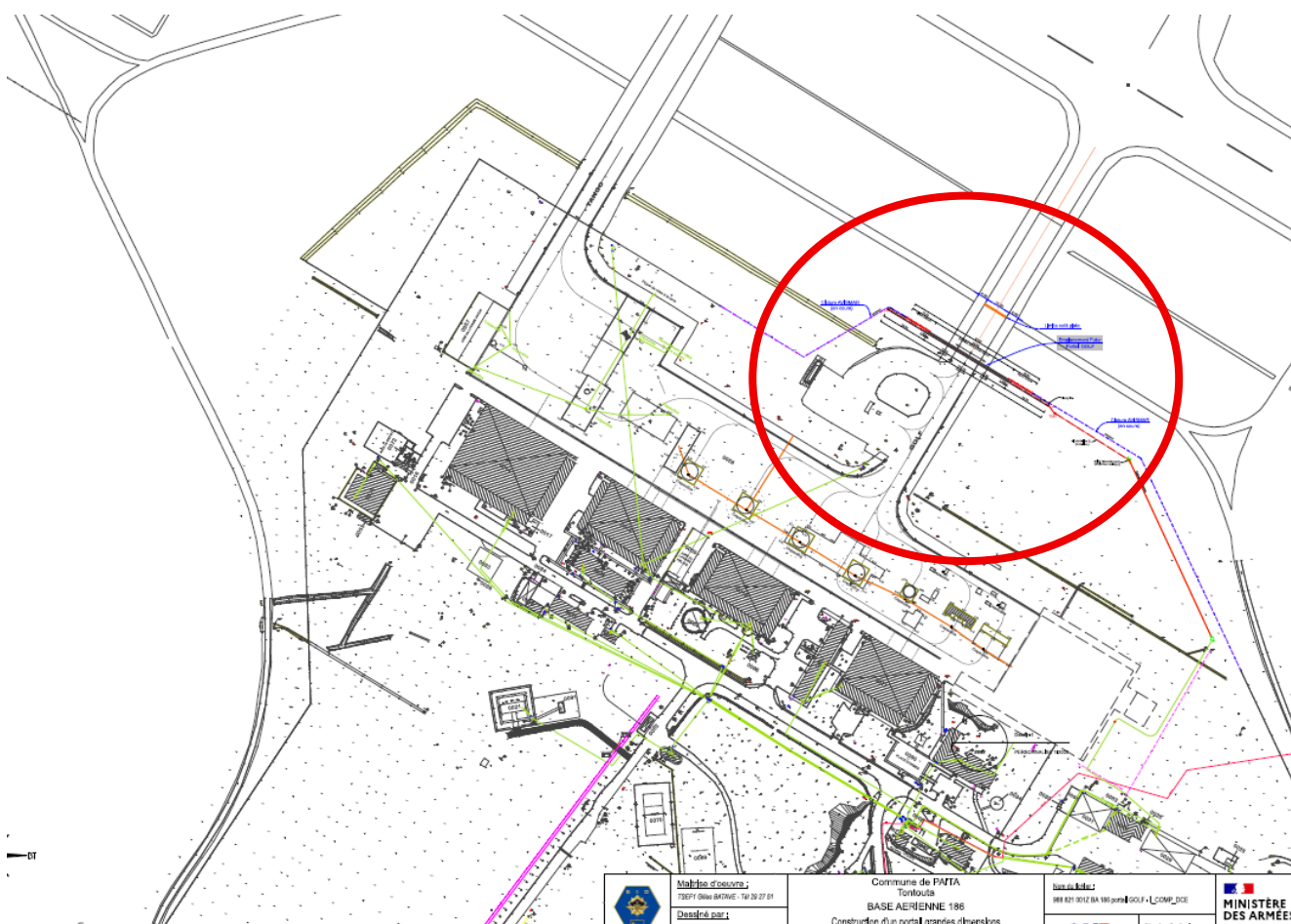
**N'utiliser le téléphone portable qu'après s'être assuré de sa propre sécurité  
(en appel et aussi en réception d'appel)**

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	1	8

# Mesures d'organisations générales du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre

## Connaissance du milieu

### Situation de l'opération



### Voies en exploitation :

Les travaux se dérouleront sur un terrain militaire à accès contrôlé, la zone de travaux se situe sur l'aire aéronautique et est réglementé.

Les entreprises seront soumises au règlement particulier et horaires en usage sur ce terrain dans les conditions sont énoncées au CCAP ainsi qu'aux règles de circulation intérieure édictées par le chef d'emprise du site militaire.

### Réseaux :

Les ouvrages de transport ou de distribution, des réseaux (électricité) sont présents sur le site.



ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	1	9

Pour la réalisation des travaux, l'entreprise devra prendre contact avec les services technique de la défense.

### **Risque particulier :**

**Toute intervention Les travaux de réalisation du portail se déroulent dans l'enceinte de la zone aéroportuaire réglementée, des dispositions spécifiques doivent être respectées :**

- **Périmètre de travail**  
Les personnels doivent demeurer en permanence à l'intérieur des zones de chantier dûment délimitées et clôturées.  
Tout déplacement hors de ces zones est strictement interdit sans autorisation préalable.
- **Environnement sonore**  
Le flux des aéronefs génère un environnement sonore important susceptible d'affecter la vigilance et la communication des opérateurs.  
→ Mesures à prévoir : port de protections auditives adaptées, procédures de communication gestuelle ou visuelle si nécessaire.
- **Prévention des vols d'objets**  
Aucun matériel, déchet, équipement ou approvisionnement ne devra être entreposé de manière non sécurisée.  
Tout élément pouvant s'envoler sous l'effet du souffle des aéronefs est interdit sur la zone de chantier.  
→ Obligation de stockage sécurisé, arrimage des matériels et déchets, interdiction des bâches ou protections légères non fixées.
- **Coordination avec l'autorité aéroportuaire**  
Le respect strict des consignes de sécurité émises par l'autorité gestionnaire de la base 186 est obligatoire.  
Toute intervention devra être réalisée en conformité avec les règles aéroportuaires applicables.

## **CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX**

**LES TRAVAUX SONT PREVUS EN 1 TRANCHE, ET SERONT REALISES MI-2026 POUR UNE DUREE DE 6 MOIS.**

### **1.6.2 Organismes de tutelle**

#### **DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

12, rue de Verdun  
98800 NOUMEA  
Tél : 27-55-72

#### **CAFAT - SERVICE PREVENTION**

Immeuble« le Botticelli » – Rue Alma  
98800 NOUMEA  
Tél : 24-50-07

#### **SERVICE MEDICALE INTERENTREPRISES DU TRAVAIL**

2, rue Martial Danton - Normandie  
98800 NOUMEA  
Tél : 35-23-52

### **1.6.3 Numéros de téléphone en cas d'urgence**

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>I</i>	10

- SAMU : 15
- POMPIERS : 18
- CENTRE HOSPITALIER MEDIPOLE : 25 66 66
- GENDARMERIE ou POLICE : 17
- EEC : 46-36-36 (Stantard 24/24)
- CDE : 41-37-37

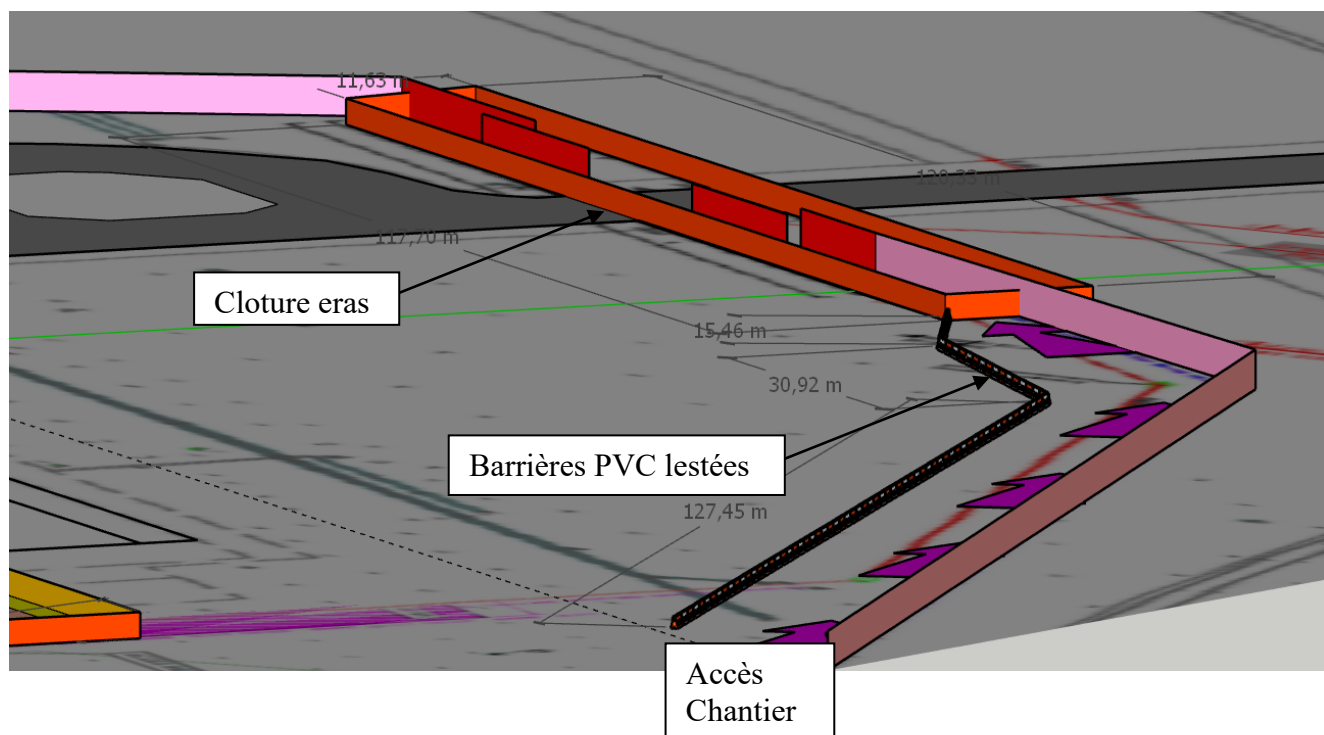
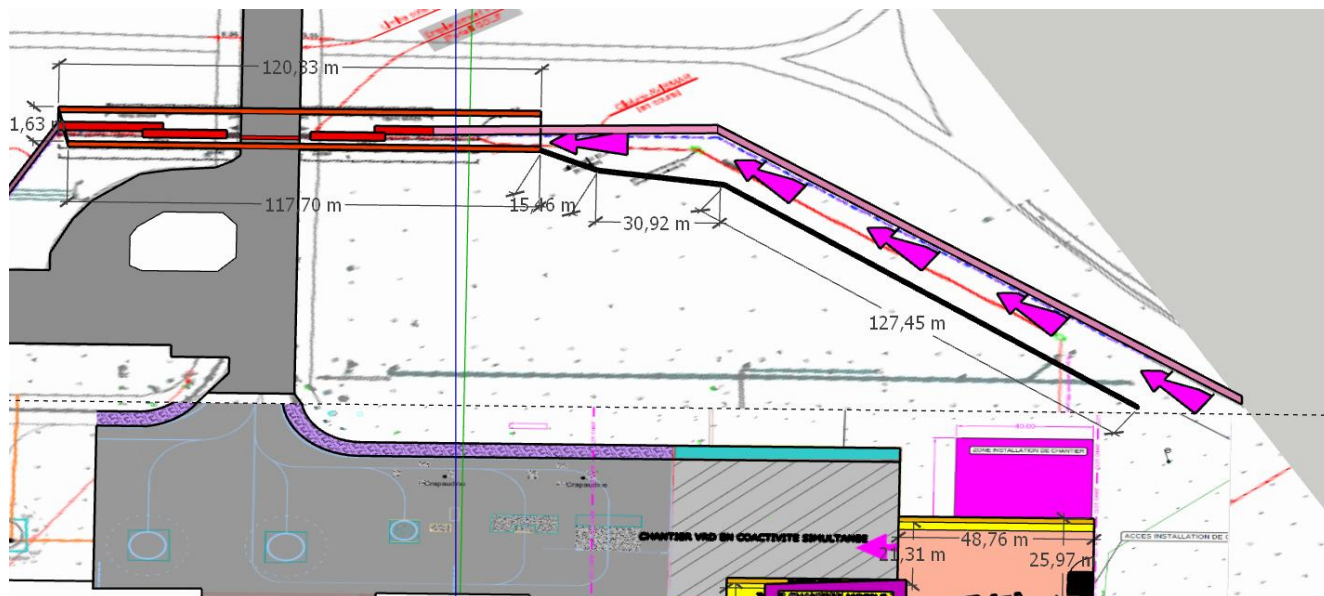
## 2 – LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE

### 2.1- TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS MIS EN COMMUN

<i>Dispositions</i>	<i>Exécuté par</i>	<i>Dépenses de fonctionnement et maintenance</i>
Clôture et portails de chantier	Titulaire	Titulaire
Maintenance des clôtures et portails tout au long de l'opération	Titulaire	Titulaire
Voies d'accès et circulation de chantier	Titulaire	Titulaire
Maintenance des voies d'accès et de circulation dans le chantier	Titulaire	Titulaire
Panneau de chantier	Titulaire	Titulaire
Signalisation et signalétique de chantier	Titulaire	Titulaire
Cantonement (wc chimique, etc...)	Titulaire	Titulaire
Branchements provisoires de l'eau, y compris abonnement et compteur	Titulaire	Titulaire
Maintenance des protections collectives sur le gros œuvre	Titulaire	Titulaire
Alimentation Electrique Générale du chantier	Titulaire	Titulaire
Armoire Générale Electrique, compris abonnement et compteur	Titulaire	Titulaire
Mise à disposition commune des moyens de levage (sous réserve d'accord de la DAC)	Titulaire	Titulaire
Coffrets Electriques Secondaires	Titulaire	Titulaire
Benne à ordures	Titulaire	Titulaire

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	1	11

## **2.2 – PRINCIPE D’INSTALLATION DE CLOTURE DE CHANTIER SUGGERE**



## **2.3 CONDITIONS D’ACCES AU CHANTIER**

### **2.3.1 Dispositions prises concernant l’accueil des entreprises et le contrôle D’accès.**

Le CSPS a à sa charge l’accueil des entreprises.

Ce dispositif prévoit au minimum :

- L’accueil des nouveaux arrivants des entreprises titulaires, entreprises sous-traitantes et personnel intérimaire.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	12

Les informations suivantes seront obligatoires sur les casques :

- Le nom de l'entreprise du salarié,

Chaque entreprise doit donner au CSPS la liste de son personnel appelé à intervenir sur le chantier.

L'entreprise doit mettre à jour cette liste chaque fois que nécessaire.

**Chaque salarié est susceptible d'être contrôlé durant la phase de réalisation des travaux.**

### **2.3.2 Accès au site et au chantier :**

L'accès au chantier se fera par l'accès de la base 186 soumis à réglementation (voir CCAP)

### **2.3.3 Transports en commun :**

Néant

### **2.3.4 Stationnement des véhicules :**

Limiter le parage des véhicules au stricte minimum sur La zone chantier

### **2.3.5 Clôture et portails de chantier:**

#### **2.3.5.1 Clôture à la charge de l'entreprise générale**

Prévoir une Clôture eras mobile STABILISE comme il se doit autour du chantier Pour la zone de travaux H=2.00m /

Pour le cloturage d'accès, il pourra être utilisé des barrières PVC lestées, CF schéma

- La maintenance de cette clôture est à la charge L'entreprise générale pendant toute la durée du chantier

#### **2.3.5.2 Portails de chantier**

L'entreprise à sa charge la fourniture, la mise en place et la dépose d'un ou de portail(s) de chantier à Aménager dans la clôture décrite ci-dessus. Ce portail doit s'ouvrir vers l'intérieur du chantier et doit fermer solidement.

- La maintenance du portail est à la charge de l'entreprise générale pendant toute la durée du chantier

#### **2.3.5.3 Dépose des clôtures de chantier**

L'entreprise a à sa charge la dépose des clôtures de chantier, à la demande du Maître d'ouvrage en Concertation avec le Coordonnateur Santé Sécurité dès que possible.

### **2.3.6 Signalétique :**

L'Entreprise a à sa charge la fourniture, la pose, la maintenance et la dépose de la signalétique de chantier. La signalétique est de type « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire », etc. et comprend également le panneau de chantier. Le panneau de chantier sera fait suivant les indications du Maître d'ouvrage.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>I</i>	13

### **2.3.7 Horaires et bruits de chantier :**

Les travaux bruyants sont interdits :

- Hors des horaires normaux définis sur CCAP

Les horaires de travail de l'entreprise, font l'objet d'une note interne de l'entreprise affichée sur le chantier. Il n'est pas prévu d'interventions de nuit, les dimanches et jours fériés sauf demande exceptionnelle 15 jours avant.

### **2.3.8 Autorisations et droits de voirie:**

Toute intervention hors de la zone de travaux définies est soumise à autorisation et plan de prévention spécifique.

### **2.3.9 Réseaux aériens et souterrains existants :**

Avant de commencer ses travaux, chaque entreprise devra prendre toutes les mesures de nature à prévenir les risques générés par les réseaux enterrés et aériens existants et toutes les dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé à ces ouvrages durant l'exécution des travaux.

Chaque entreprise devra tenir compte des observations qui lui seront faites et avertir le Maître d'Œuvre ainsi que le Coordonnateur Santé Sécurité des risques identifiés.

### **2.3.10 Raccordement des descentes d'eaux pluviales et d'eaux usées :**

Sans objet

### **2.3.11 Blindage des fouilles en tranchées :**

Si besoin

### **2.3.12 Risque d'inondation dans les fouilles en tranchées :**

Si besoin

### **2.3.13 Accès dans les tranchées et fouilles :**

Si besoin

## **2.4 ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER**

### **2.4.1 Cantonnement :**

#### ***2.4.1.1 Installations communes***

L'entreprise a à sa charge la fourniture, la mise en place, les aménagements, l'entretien et le repliement des installations de chantier pour l'effectif moyen du chantier (à définir avec le Maître d'oeuvre).

Ces installations de chantier devront évoluer en fonction de l'effectif et notamment de l'effectif de pointe.

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	I	14

Ces installations doivent comprendre :

- **Un bungalow à usage de vestiaire et repas** pouvant accueillir 8 personnes, avec :
  - Armoire pour chaque ouvrier ou porte manteau
  - Tables et chaises en nombre suffisant
  - 1 armoire à pharmacie avec en permanence: gants latex, compresses, désinfectant, pansements, sparadrap, etc... - Point eau chaude et froide

*Fortement conseillé:*

- Appareil de cuisson (*ex: chauffe gamelles ou micro ondes*) et consignes d'utilisation, - 1 réfrigérateur

- **Un bloc sanitaires** avec :

- 1 WC, un point d'eau et papier hygiénique,

*Fortement conseillé:*

- 1 douche

Bloc(s) sanitaires à raccorder sur le réseau EU.

- **Un bungalow salle de réunion** pouvant accueillir 8 personnes avec :

- Tables et chaises en nombre suffisant,
- 1 téléphone portable reste obligatoire en cas d'urgences (consignes d'urgence affichées à proximité), - Un ou plusieurs rangements pour les documents de chantier (Plans, pièces écrites, PGC, PPSS, CR de réunion, etc.),
- 1 tableau d'affichage intérieur pour les plans, planning, etc.

Tous ces locaux doivent être correctement :

- Eclairés,
- Climatisés durant l'activité du chantier.
- Nettoyés chaque fois que nécessaire,
- Le cheminement entre ces locaux doit être nivelé, drainé et revêtu convenablement.

Les installations communes sont à l'usage de tous. L'hébergement sur le site n'est pas autorisé.

Il est souhaitable de convenir d'un système de gardiennage durant la durée des travaux.

**TOUTES LES PERSONNES AMENEES A FREQUENTER LE CHANTIER DOIVENT SE MUNIR AU MINIMUM DE CHAUSSURES DE SECURITE ET D'UN CASQUE DE CHANTIER. LES PERSONNES NE RESPECTANT PAS CES CONDITIONS FONDAMENTALES DE SECURITE SERONT PRIEES DE QUITTER L'ENCEINTE DES TRAVAUX.**

#### **2.4.1.2 Installations propres aux entreprises**

Les entreprises qui désirent mettre un container de chantier à l'usage de « magasin », doivent en faire la demande auprès du Maître d'Œuvre pendant la période de préparation de chantier. L'implantation se fera suivant la place disponible, après concertation du Maître d'Œuvre, L'entreprise générale et du Coordonnateur Santé Sécurité.

#### **2.4.1.3 Branchement d'eau**

L'entreprise générale a à sa charge l'abonnement, le branchement et le compteur d'eau du chantier. Les consommations pris en charge par l'entreprise générale

#### **2.4.1.4 Branchement électrique** Voir article 3.3.

#### **2.4.2 Plan d'installation :**

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>I</i>	<i>15</i>

Les entreprises ont a leur charge l'exécution, la mise à jour et la diffusion du plan d'installation de chantier sur la base du plan d'organisation générale établi par le Maître d'Œuvre, joint au Marché.

Ce plan comprendra :

- La clôture de chantier,
- Les accès au chantier,
- Les différentes zones (base vie, stockages, bennes, etc.),
- Les accès dans les bâtiments.

Et ce pour chaque phase de travaux

### **3 - MESURES PRISES PAR LE COORDONNATEUR SANTE SECURITE**

#### **3.1 - PROTECTIONS COLLECTIVES**

En application du **h)** des Principes Généraux de Prévention les entreprises doivent « **Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle** ».

##### **3.1.1 Protections provisoires**

**L'entreprise générale a à sa charge la fourniture, la mise en place, la maintenance et la dépose des :**

- Garde-corps provisoires positionnés sur tous les endroits nécessitant une sécurisation soutenue pour travailler convenablement.
- Condamner les zones au sol pour les travaux en hauteur afin d'éviter les accidents en cas de chute d'objets.
- Protections des aciers en attente par crosses ou bouchons.
- Sécurisation de chaque zone de travail selon code du travail.

A la fin du entreprise, les protections collectives provisoires non remplacées par les protections définitives doivent demeurer en place. Leur maintenance est assurée par L'entreprise générale• La mise en place d'un échafaudage, dûment fixés à la façade

- Echafaudage mobile si besoin.
- Le titulaire doit l'installation complète, l'entretien pendant la durée du chantier et la dépose d'échafaudages de pied
- (location, montage, démontage et double transport).

Il sera conforme aux normes NF EN 12810 (septembre 2004) et 12811 (aout 2004).

- Classe de largeur W09 ( $0,9 < w < 1,20$ ),
- Classe de charge 4,
- Hauteur libre 2,00 m

**L'entreprise générale comprend la fourniture, la mise en place, la maintenance et la dépose des :**

- Le balisage au sol lors des travaux en bordure de toiture et les panneaux « dangers chute d'objets ».
- La dépose des protections périphériques sur les toitures terrasse à l'avancement de la pose de la charpente.
- Les protections basses de pentes mise en place avant la pose de la couverture.

##### **3.1.2 Protections définitives**

Les protections provisoires seront remplacées le plus tôt possible par les protections définitives.

#### **3.2 - LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

##### **3.2.1 Co-activité :**

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>I</i>	16

Le Maître d'ouvrage a organisé les phases de travaux afin de limiter les risques liés aux interférences des interventions simultanées des entreprises (Co-activité).

### **3.2.2 Planification des travaux :**

Le planning d'exécution des travaux est établi sur la base des calendriers d'exécution établis par les entreprises doit tenir compte des contraintes suivantes :

#### **Sont interdits :**

- Les travaux superposés.
- Les co-activités suivantes :
  - Pose d'éléments préfabriqués avec tout autre travail à proximité,
  - Sciage ou ponçage à sec de béton avec tout autre travail à proximité,
  - Sablage avec tout autre travail à proximité,
  - Soudure à l'arc avec tout autre travail à proximité sans mise en place d'écrans,
  - Peinture au pistolet avec tout autre travail dans la même pièce,
  - Application de colle ou vernis contenant des solvants avec tout autre travail dans la même pièce, - Utilisation de produits ou matières nocives ou dangereuses avec tout autre travail à proximité.

L'Entreprise qui effectue ce type de travaux doit veiller au respect de cet article et alerter si nécessaire le Coordonnateur Santé Prévention & Sécurité.

Si un décalage dans le planning a lieu et génère des risques liés à la co-activité ou l'exécution de travaux superposés, le Coordonnateur Santé Sécurité convoquera une réunion sécurité avec le Maître d'ouvrage, le mandataire du groupement solidaire et les entreprises concernées afin de réorganiser l'exécution des tâches.

Dans ce cas, les entreprises et si nécessaire leurs sous-traitants feront un additif à leur PPSS pour tenir compte des risques générés par cette co-activité ou la superposition de tâche.

## **3.3 - INSTALLATION ÉLECTRIQUE**

Avertissements : Toute intervention sur l'installation électrique doit être réalisée par une personne habilitée.

### **3.3.1 Alimentation électrique générale du chantier :**

L'entreprise générale a à sa charge la fourniture, la pose, la maintenance et la dépose de l'alimentation électrique générale du chantier depuis le local technique et l'armoire électrique générale de chantier.

Cette alimentation électrique sera de préférence sous fourreau et enterrée.

### **3.3.2 Armoire(s) électrique(s) générale(s) du chantier :**

L'entreprise générale a à sa charge la fourniture, la pose, la maintenance et la dépose d'une ou des armoires électriques générales du chantier conformes aux normes en vigueur

Attention, les coffrets électriques secondaires seront alimentés depuis ces armoires. Chaque armoire électrique générale doit être équipée de :

- Une enveloppe étanche sur pied,
- Un disjoncteur général 4 x 16 A ou 40 A et différentiel 300 mA,



<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>I</i>	<i>17</i>

- Deux disjoncteurs 2 x 16 A et différentiel de 30 mA,
- Des bornes de départ pour les raccordements des câbles d'alimentation entre coffrets,
- Quatre prises 2 x 16 A + T norme européenne,
- Deux prises force 380 volts (3P+N+T) norme européenne,
- Fermeture par serrure,
- ces armoires devront être à l'intérieur ou contre les bâtiments et dès que possible remplacées par les coffrets définitifs.

### **3.3.3 Coffrets électriques secondaires (si besoin):**

L'entreprise générale a à sa charge la fourniture, la pose, la maintenance et la dépose des coffrets électriques secondaires, conforme aux normes en vigueur. Chaque coffret électrique secondaire doit être équipés de :

- Une enveloppe étanche sur pied,
- Un disjoncteur 2 x 16 A et différentiel de 30 mA,
- Un arrêt « coup de poing »,
- Quatre prises 2 x 16 A + T norme européenne,
- Deux prises force 380 volts (3P+N+T) norme européenne,
- Fermeture par serrure,
- Plastron intérieur de protection des contacts directs (permettant le ré enclenchement du disjoncteur de 30 mA).

**Le nombre et la répartition des coffrets doivent permettre de limiter les rallonges électriques à 25 mètres.** Sur chaque coffret électrique secondaire sera noté de façon lisible :

- Le numéro du coffret.
- Le numéro de téléphone portable de la personne à contacter pour la maintenance des coffrets.

### **3.3.4 Eclairage provisoire de chantier :**

Si besoin, L'entreprise générale a à sa charge la fourniture, la pose, la maintenance et la dépose de l'éclairage provisoire des circulations verticales, horizontales, des zones sombres

- L'éclairage provisoire doit être mis en place à l'avancement des lots.
- Le matériel utilisé est de type locaux humides et doit fournir un éclairage d'au moins 120 lux.

### **3.3.5 Eclairage des postes de travail :**

Chaque lot a à sa charge le complément d'éclairage de ses postes de travail. Le matériel utilisé sera conforme aux normes en vigueur et notamment de type locaux humides. Il sera branché sur les prises équipant les coffrets électriques de chantier.

Les « branchements sauvages » sont interdits.

### **3.3.6 Installation électrique des locaux mis à disposition des salariés :**

L'entreprise doit vérifier que l'installation électrique des locaux mis à disposition des salariés est conforme et notamment qu'elle est protégée par disjoncteur différentiel de 30 mA. Le présent lot a à sa charge, le cas échéant, la mise en conformité de cette installation.

### **3.3.7 Contrôle de l'installation électrique de chantier :**

Les lots Entreprise et Electricité ont à leur charge le contrôle par un organisme agréé de la partie de l'installation électrique de chantier qu'ils ont à leur charge, avant la mise en service.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>I</i>	18

### **3.3.8 Consommations électriques :**

Les consommations d'électricité seront à charge de l'entreprise générale.

### **3.3.9 Outillage électrique :**

Les outils portatifs doivent être à double isolement.

Les enrouleurs ne doivent pas dépasser 25 ml et doivent être de classe II en câble souple.

## **3.4 - TÉLÉPHONE DE CHANTIER**

Téléphone portable individuels requis

## **3.5 - CIRCULATIONS HORIZONTALES**

### **3.5.1 Circulations horizontales au sol :**

#### ***3.5.1.1 Voies de circulation des véhicules et engins dans le chantier***

Les voies de circulations doivent être entretenues comme il se doit par l'entreprise. Elles ne doivent pas être encombrées

#### ***3.5.1.2 Voies piétonnes dans le chantier***

Sans Objet

### **3.5.2 Circulations horizontales dans les bâtiments :**

Les circulations horizontales se feront par les zones définies sur les aires aéronautiques.

Ces circulations doivent pouvoir se faire sans risque, veiller notamment à ne pas les entraver par les rallonges électriques, les flexibles des chalumeaux, les stockages de matériaux, les gravats, etc.

L'extérieur des zones définies sur le tarmac n'est pas une zone circulable, elle est interdite à toute personne ou véhicule sans autorisation expresse. Les protections périphériques doivent être mises en place conformément à la réglementation.

## **3.6 - CIRCULATIONS VERTICALES**

- Sans objet

## **3.7 - CONDITIONS DE MANUTENTIONS**

**ATTENTION : LES ENGINS TYPES GRUES OU AUTRE MOYENS DE LEVAGE SONT A SOUMETTRE A AUTORISATION DE LA DGAC COMPTE TENU DE LA PROXIMITE DE LA PISTE D'ATERRISAGE/DECOLLAGE**

Manutentions mécaniques autorisées sur le chantier :

- Grue automotrice ou sur camion,
- Chariot élévateur.

Les treuils ne sont pas autorisés.

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	1	19

### **3.8 - ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE**

Délimitation des zones de stockage et d'entreposage :

En raison du manque de place, les aires de stockage seront réduites. Les entreprises doivent livrer les matériaux directement sur le lieu de mise en œuvre.

Les stockages tampons doivent impérativement être dans l'enceinte du chantier et être dégagés dans la journée. Aucune dérogation ne sera acceptée.

Les stockages doivent être convenablement rangées et ne présenter aucun risque pour les autres intervenants. Les charges doivent être réparties sur les planchers et se trouver de préférence au droit des murs de refend ou près des appuis.

En phase de préparation de chantier, les entreprises donneront au Maître d'Œuvre leurs besoins en matière d'approvisionnement.

#### **3.8.1 Matières ou substances dangereuses :**

Dans le choix de leurs produits ou matériaux, les entreprises doivent appliquer le *e)* des Principes Généraux de Prévention :

***Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.***

S'il n'est techniquement pas possible de les éviter, les produits ou matériaux dangereux doivent être clairement identifiés (par étiquetage) et stockés à part (exemple : solvants, colles, peintures, etc.).

En aucun cas ils ne doivent être stockés dans le bâtiment.

L'entreprise doit utiliser un container spécial. Ce container doit être installé à l'extérieur, à un emplacement désigné par le Maître d'Œuvre après concertation du Coordonnateur Santé Sécurité. Le PPSS de l'entreprise décrira les conditions de stockage et d'utilisation de ces produits ou matériaux. La fiche de données de sécurité fournie par le fabricant sera jointe au PPSS.

Si ces produits sont inflammables (gaz, solvants, etc.), l'entreprise concernée doit tenir en permanence près de ce stockage le dispositif le plus approprié de lutte contre l'incendie (extincteurs, bacs à sable, etc.) ou tout autre dispositif de sécurité nécessaire. Ce dispositif doit être décrit dans le PPSS.

### **3.9 - CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX**

Chaque lot ont à leur charge l'évacuation de leurs gravats respectifs.

Pour les autres lots, l'Entreprise doit mettre en place des bennes et les vider aussi souvent que nécessaire.

Les autres lots doivent :

- Nettoyer quotidiennement leurs postes de travail,
- Evacuer dans les bennes mises à disposition leurs gravats et déchets.

Dans le cas où le nettoyage ne serait pas fait et après un premier rappel, le Maître d'Œuvre fera exécuter celui-ci par un tiers aux frais du (des) lot(s) concerné(s).

### **3.10 - CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS DES MATIÈRES ET SUBSTANCES DANGEREUSES**

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>I</i>	<i>20</i>

L'entreprise qui utilise des matières ou substances dangereuses a à sa charge le stockage de ses déchets dans Des réceptacles adaptés. L'évacuation de ses déchets doit être réalisée quotidiennement. Les dispositions prises par l'entreprise doivent être décrites dans son PPSS.

### **3.11 ÉCHAFAUDAGES FIXES OU ROULANTS**

#### **3.11.1 Montage, démontage et modification des échafaudages :**

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. La personne qui dirige le montage, le démontage ou la modification d'un échafaudage et les travailleurs qui y participent disposent de la notice du fabricant ou du plan de montage et de démontage, notamment de toutes les instructions qu'ils peuvent comporter.

#### **3.11.2 Vérification des échafaudages :**

L'entreprise qui envisage l'installation d'un échafaudage doit réaliser les examens suivants :

##### **I. - Examen d'adéquation :**

Cet examen consiste à vérifier que l'échafaudage est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'échafaudage définies par le fabricant.

##### **II. - Examen de montage et d'installation :**

Cet examen consiste à s'assurer que l'échafaudage est monté et installé de façon sûre, conformément à la notice d'instructions du fabricant ou, lorsque la configuration de montage ne correspond pas à un montage prévu par la notice, en tenant compte de la note de calcul et conformément au plan de montage établi par une personne compétente.

##### **III. - Examen de l'état de conservation :**

Cet examen a pour objet de vérifier le bon état de conservation des éléments constitutifs de cet échafaudage pendant toute la durée de son installation.

Il porte notamment sur :

- La présence et la bonne installation des dispositifs de protection collective et des moyens d'accès ; - L'absence de déformation permanente ou de corrosion des éléments constitutifs de l'échafaudage pouvant compromettre sa solidité;
- La présence de tous les éléments de fixation ou de liaison des constituants de l'échafaudage et l'absence de jeu décelable susceptible d'affecter ces éléments;
- La bonne tenue des éléments d'amarrage (ancrage, vérinage) et l'absence de désordre au niveau des appuis et des surfaces portantes;
- La présence de tous les éléments de calage et de stabilisation ou d'immobilisation ;
- La bonne fixation des filets et des bâches sur l'échafaudage, ainsi que la continuité du bâchage sur toute la surface extérieure;
- Le maintien de la continuité, de la planéité, de l'horizontalité et de la bonne tenue de chaque niveau de plancher;
- La visibilité des indications sur l'échafaudage relatives aux charges admissibles ; - L'absence de charges dépassant ces limites admissibles ; - L'absence d'encombrement des planchers.

#### **3.11.3 Échafaudage commun :**

SANS OBJET

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	I	21

### **3.12 PLATES-FORMES DE TRAVAIL**

Les plates-formes de travail doivent :

- Etre stables,
- Etre équipées de garde-corps sur toutes les faces,
- Ne pas être surchargés ; (respecter les charges de services sur les planchers si elles sont mentionnées),
- Etre débarrassés de tous gravais et décombres,
- La zone au sol doit être balisée et le passage sous la plate-forme interdit.

Quel que soit la hauteur d'intervention, l'utilisation d'échelle et d'escabeau comme poste de travail est à proscrire.

### **3.13 ÉCHELLES, ESCABEAUX ET MARCHEPIEDS**

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

### **3.14 CARENCE D'UNE ENTREPRISE**

Le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur santé Sécurité peuvent, après un premier rappel, faire mettre en place les dispositifs de sécurité nécessaires aux frais du lot défaillant.

### **3.15 PROTECTIONS CONTRE LES NUISANCES DUES A LA POUSSIÈRES**

L'entreprise a à sa charge les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur les voies de circulation et sur les différentes parties communes du chantier, par balayage et/ou arrosage. Chaque entreprise doit les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur ses lieux de travail ainsi que pour les chargements sur camion (balayage, arrosage, bâchage, etc.).

### **3.16 PROTECTIONS CONTRE LE RISQUE D'INCENDIE**

Obligation de faire une demande de permis feu pour tous travaux

En cas de travail par point chaud (disqueuse, chalumeau, etc.) prévoir sur le poste de travail le matériel de lutte contre l'incendie approprié. Aucun feu ne sera toléré sur le chantier, surtout avec la végétation et brousse fortement combustible en périphérie de l'opération.

### **3.17 PLANIFICATION DES LIVRAISONS ET ÉVACUATIONS:**

Les zones de stationnement, même temporaires, des poids lourds, sont réduites.

Il est donc impératif de gérer les flux des livraisons et évacuations. Pour ce faire, les entreprises doivent :

- Etablir un calendrier prévisionnel de leurs livraisons et de leurs évacuations, en parallèle à leur calendrier de travaux à établir en phase préparatoire.
- Remettre, au plus tard lors des réunions hebdomadaires de coordination de chantier au maître d'ouvrage, leurs prévisions en matière de livraisons et d'évacuations, pour la semaine à venir (voir modèles de fiches prévisionnelles de livraisons ou d'évacuation en annexe).

Dans le cas où le cumul des camions prévus par les entreprises serait trop important, les priorités seront données par le Maître d'ouvrage en fonction des impératifs du chantier.

L'entreprise qui n'aura pas transmis ses fiches prévisionnelles des livraisons ou des évacuations, pourra voir ses transports reporter.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>22</i>

### **3.18 RESPONSABLE SECURITÉ**

Chaque entreprise doit désigner un responsable sécurité pour la durée de son intervention. Ce responsable sécurité devra :

- Etre un salarié employé en permanence sur le chantier,
- Participer aux visites et réunions de chantier,
- Avoir autorité pour mettre ou faire mettre en œuvre les dispositifs de sécurité mentionnés dans le PGC ou décidés lors des visites et réunions de chantier,
- Avoir autorité pour renforcer ou remplacer un dispositif de sécurité défaillant ou insuffisant.

### **3.19 CAMIONS ET ENGINS DE CHANTIER**

Les camions et engins de chantier doivent être à jour de leurs contrôles périodiques. Le certificat de contrôle doit être tenu dans le véhicule.

Ils doivent être équipés d'un gyrophare et d'un klaxon de recul.

Les chauffeurs doivent être en possession de leurs permis, CACES, habilitations et autorisations de conduite nécessaires.

### **3.20 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

#### **3.20.1 Engins de chantier :**

Les engins de chantier doivent être en parfait état et sans fuite d'huile au moteur ou sur le système hydraulique. En cas de fuite accidentelle, l'engin devra être arrêté immédiatement (mettre un bac de rétention si la fuite est importante).

L'engin devra être réparé avant sa remise en service.

Tenir dans les engins de chantier du produit absorbant. En répandre immédiatement en cas de fuite.

#### **3.20.2 Stockage des hydrocarbures :**

Le stockage des hydrocarbures doit se faire dans le respect de la réglementation et de l'environnement. Les citernes ou fûts seront à double enveloppe ou stockées sur des bacs étanches de rétention.

Toute pollution accidentelle doit être signalée sans délai aux services compétents et au Maître d'OEuvre. L'entreprise doit prévoir les moyens appropriés de lutte contre l'incendie.

### **3.21 TRAVAIL « ISOLÉ »**

Aucune personne, salariée ou non, ne devra intervenir seul pour tout travail :

- Exposé à un risque tel que chute de hauteur, électrisation ou électrocution, noyade, ensevelissement, intoxication, chute d'objets ou de matériaux.
- En vide sanitaire ou galerie technique.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>23</i>

- En dehors de la présence normale des entreprises.

### **3.22 ÉQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES (E.P.I.)**

**Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des EPI nécessaires.**

Le respect du port des EPI type casque, chaussures, gants, lunettes, etc., reste sous l'entière responsabilité du chef d'entreprise pour ses salariés et de chaque intervenant pour lui-même.

### **3.23 PRÉVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES :**

#### **3.23.1 Mesures préventives minimales :**

De manière générale, les entreprises amenées à utiliser des produits toxiques ou dangereux pour la santé devront les mentionner dans leur PPSS et joindre les fiches de données de sécurité et toxicologique des produits concernés.

Ces éléments devront être soumis à l'approbation du médecin du travail. L'application de substances toxiques devra se faire dans des locaux suffisamment ventilés et en dehors de la présence d'autres entreprises.

Les entreprises doivent mettre en œuvre des modes opératoires diminuant les risques de nuisances sur la santé (bruit, poussière, vibrations, gaz toxique, ciment, charges lourdes) par :

- Une réduction des bruits à la source,
- La ventilation des locaux,
- L'utilisation de protections individuelles,
- L'utilisation de moyen de levage.
- En remplaçant ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou moins dangereux.

Les travaux polluants générateurs de bruit de poussière, de vapeurs dangereuses, seront évités et dans tous les cas la co-activité sera interdite.

En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la sécurité des autres intervenants.

A cet effet, l'utilisation de protections collectives sera privilégiée par rapport à l'utilisation de protections individuelles.

#### **3.23.2 Risques liés aux bruits :**

- Pour les travaux générant du bruit, les opérateurs doivent être équipés de protections auditives moulées ou à défaut d'un casque antibruit.

Respecter les durées d'exposition.

#### **RAPPEL :**

- 85dB (seuil de danger)
- 90dB (seuil des lésions)
- 130dB (seuil de douleur)

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>I</i>	<i>24</i>

Sans pour autant atteindre les seuils ci-dessus, le temps d'exposition au bruit est également risque de lésions auditives irréversibles.

### **3.23.3 Risques liés à la poussière :**

- Pour les travaux générant de la poussière, les opérateurs doivent être équipés au minimum avec des masques Type PFM3 ou similaires et des lunettes fermées.

Informers les salariés sur les risques pour la santé liés à l'inhalation des poussières contenant de la silice (perçement, sciage, ponçage du béton).

### **3.23.4 Risques liés aux produits :**

- Pour les travaux de peinture ou de collage (sols plastiques par exemple), les équipements à utiliser sont ceux indiqués sur les fiches de données de sécurité des produits fournies par le fabricant. Les pièces doivent être correctement ventilées. Ne pas fumer.

#### **Risques liés à l'outillage électrique :**

- L'outillage électroportatif doit répondre aux normes de sécurité en vigueur. Le personnel doit être formé à leur utilisation.

Les mesures prises doivent être détaillées dans le PPSS des entreprises.

## **3.24 MÉDECINE DU TRAVAIL :**

Chaque entreprise de BTP, est rattachée au SMIT. En ce qui concerne, le personnel intérimaire, celui-ci doit avoir avec son contrat de travail, l'attestation médicale d'aptitude au poste de travail pour lequel il va être employé.

Ce certificat médical ne doit pas comporter d'incapacité au travail en hauteur ou/et au port de charges lourdes,

## **4 INTERFÉRENCES AVEC LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

### **4.1 ENVIRONNEMENT :**

#### **Le chantier est situé sur un site militaire**

Il est impératif de :

- Tenir le chantier clos et indépendant,
- Empiéter sur le domaine de la base le moins possible,
- Ne pas exporter de la boue, des gravats ou déchets en dehors du chantier,
- Dans tous les cas laisser les accès et les voies de circulation libres pour les véhicules de secours.

Le chantier doit être fermé en dehors de la présence des entreprises, y compris pendant le repas de midi. L'entreprise générale doit veiller au respect de cette disposition.

En cas de simultanéité de livraisons, le mandataire du groupement solidaire définira l'ordre de priorité et le proposera au CSPA.



ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	I	25

## **5 - MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT**

### **5.1 VOIES ET RÉSEAUX DIVERS**

Sans objet

### **5.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER**

#### **5.2.1 Cantonnement :**

Les locaux destinés à l'accueil des salariés doivent demeurer en parfait état de propreté. Ils doivent être nettoyés chaque fois que nécessaire et au moins une fois par jour. L'entreprise à cet entretien à sa charge.

#### **5.2.2 Nettoyage et rangement du chantier :**

Le Maître d'Ouvrage attache une importance particulière au bon rangement et à la tenue constante dans un parfait état de propreté du chantier et ses abords. Chaque lot doit donc veiller à maintenir le chantier et ses abords en parfait état de rangement et de propreté. A cet effet, les zones de circulation doivent rester libres et sans entrave (matériaux, matériels, câbles électriques, déblais, déchets, etc.).

Stockage et évacuation des gravats et déchets à prévoir dans chaque marché qui les intégrera également à leur PPSS.

#### **IMPORTANT :**

En cas de manquement, après un premier rappel, le Maître d'Œuvre fera procéder au rangement et au nettoyage du chantier et/ou des abords par une entreprise extérieure de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

**N.B. : Le poste « nettoyage de fin de chantier » ne dispense pas les entreprises du nettoyage permanent du chantier, des abords et des postes de travail.**

### **5.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Les engins de chantier doivent être en parfait état et sans fuite d'huile au moteur ou sur le système hydraulique. En cas de fuite accidentelle, l'engin devra être arrêté immédiatement (mettre un bac de rétention si la fuite est importante).

Tenir dans les engins de chantier du produit absorbant. En répandre immédiatement en cas de fuite. L'engin devra être réparé avant sa remise en service.

Le stockage des hydrocarbures doit se faire dans le respect de la réglementation et de l'environnement. Les citernes ou fûts seront à double enveloppe ou stockés sur des bacs étanches de rétention.

Toute pollution accidentelle doit être signalée sans délai aux services compétents et au Maître d'Œuvre. Sur les engins, l'entreprise doit prévoir les moyens appropriés de lutte contre l'incendie.

Les camions et engins de chantiers ne doivent pas exporter de la boue, de la terre ou des gravats sur les voies publiques. Si tel est le cas, l'entreprise est responsable du nettoyage tout en respectant les règles de sécurité routière pour effectuer cette tâche.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>26</i>

L'entreprise générale doit si possible mettre en place un décrotteur de boue à l'entrée des installations de chantier (voir CCTP).

L'entreprise générale a à sa charge les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur les voies de circulation et sur les différentes parties communes du chantier, par balayage et/ou arrosage.

Chaque entreprise doit les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur ses lieux de travail ainsi que pour les chargements sur camion (balayage, arrosage, bâchage, etc.).

## **6 - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS**

### **6.1 - ORGANISATION DE LA PROTECTION INCENDIE**

#### **6.1.1 Moyens de lutte contre l'incendie :**

Pour les chantiers se trouvant à proximité d'habitation ou zone végétalisée à forte potentialité d'incendie, il est interdit de faire du feu sur le chantier. Les entreprises doivent mettre en place les moyens de protection incendie (extincteurs, seaux, pompes, bacs à sable etc.) adaptés aux risques recensés :

- Dans les locaux,
- Sur les engins et véhicules de chantier,
- Sur les postes de travail par point chaud,
- Dans les zones de stockage des produits inflammables.

#### **6.1.2 Conduite à tenir en cas d'incendie :**

Donner l'alarme et combattre immédiatement le feu en respectant les règles suivantes :

- Tourner le dos au vent ou courant d'air,
- Tenir l'appareil droit ou proche de la verticale,
- Attaquer le feu à la limite de portée de l'extincteur puis s'avancer progressivement,
- Diriger le jet à la base des flammes,
- Ne pas faire agir une pression trop forte sur des liquides enflammés (risque de projections),
- N'avancer que si l'on est sûr que le feu ne reprendra pas derrière soi,
- En cas de début d'incendie, même maîtrisé, prévenir obligatoirement les pompiers et les informer de la situation.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>27</i>

### **6.1.3 Accès de secours :**

Les conditions d'accès et d'évacuation des résidences environnantes en cas d'incendie, doivent être compatibles avec les phases de travaux. Les voies de circulation doivent rester en permanence dégagées.

L'organisation du chantier mise en place doit tenir compte de cet impératif.

## **6.2 - DISPOSITIONS RELATIVES EN CAS DE TRAVAILLEUR « ISOLÉ »**

### **Respecter les dispositions réglementaires en la matière :**

Aucune personne, salariée ou non, ne devra intervenir seule pour tout travail :

- Exposé à un risque tel que chute de hauteur, électrisation ou électrocution, noyade, ensevelissement, intoxication, chute d'objets ou de matériaux.
- En vide sanitaire ou galerie technique.
- En dehors de la présence normale des entreprises.

## **6.3 - ORGANISATION DES SECOURS**

### ***Accident bénin:***

1) Le blessé se fera soigner par l'un des secouristes présents sur le chantier, à l'aide Du matériel entreposé dans l'armoire prévue à cet effet dans le bureau de chantier.

2) La victime et le secouriste décideront en fonction de la blessure de la suite à donner :

- Pompiers ou SAMU, -  
Ambulance privée, - Médecin  
personnel, etc.

**NE JAMAIS TRANSPORTER UN BLESSE MEME LEGER DANS UN VEHICULE PRIVE OU D'ENTREPRISE SANS L'AUTORISATION DU SAMU OU DES POMPIERS.**

**EN CAS D'AGGRAVATION DE L'ETAT DE LA VICTIME PENDANT LE TRANSPORT VOTRE RESPONSABILITE PEUT ETRE ENGAGEE.**

### ***Accident grave :***

1) Informer le ou les secouristes de chantier qui, en fonction de l'état du blessé, donneront des renseignements utiles au médecin du SAMU ou pompiers (sans oublier l'adresse du site).

2) Suivre les consignes données sur l'affichette des numéros d'urgence.

3) Prévoir un guidage si l'accès du chantier est difficile.

4) Prodiguier au blessé les soins compatibles avec son état.

### ***Accident mortel:***

1) Laisser les lieux dans l'état de l'accident.

2) Prévenir immédiatement les services et organismes désignés sur l'affichette des numéros d'urgence.

3) Regrouper le plus de témoins possibles.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>28</i>

## **6.4 - SECOURISME ET PREMIERS SECOURS**

La présence d'un secouriste dûment formé est rendue obligatoire, dès qu'il y a une quelconque activité sur le site.

## **6.5 - AFFICHAGE DES NUMÉROS D'URGENCES**

L'affichette des numéros d'urgence, jointe en annexe, doit être affichée par L'entreprise générale à proximité du téléphone de chantier.

# **7 - OBLIGATIONS DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE SPS ET MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS**

## **7.1 - OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SANTE SECURITE, MOYENS ET AUTORITÉ**

### **7.1.1 Obligations du Coordonnateur SPS**

**Le rôle du Coordonnateur :**

- Faire appliquer les PGP (Principes Généraux de Prévention)
- Organiser la coordination en matière de Santé Sécurité entre les différents intervenants
- Faciliter le travail tout en faisant prendre les mesures de prévention nécessaire
- Anticiper dans la mesure du possible, avant les travaux ou juste avant l'exécution de ceux-ci, sur les situations à risques qui peuvent résulter de décision ou de choix pris par les autres intervenants
- Procéder aux procédures Générales d'accueil afin de présenter le chantier et ses éventuels risques à chaque entreprise.
- Etablir le PGC
- Constituer et compléter éventuellement le DIUO
- Ouvrir, compléter et faire viser le Journal de Coordination Santé Sécurité

### **7.1.2 Moyens et autorité du Coordonnateur Santé Sécurité donnés par le Maître d'Ouvrage**

- Mission du coordonnateur :

La mission du coordonnateur consiste, pendant la phase d'exécution des travaux, à veiller à la mise en œuvre Des **Principes Généraux de Prévention** pour limiter les risques d'accidents du travail liés à la captivité.

Il intervient sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage et son action ne modifie, ni la nature, ni l'étendue des Responsabilités qui incombent à chacun des participants de l'opération.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>29</i>

- Moyens mis à disposition du coordonnateur par le Maître d’Ouvrage :
  - Le coordonnateur a libre accès au chantier et aux installations de chantier.
  - Un bureau sera mis à sa disposition sur la base vie avec téléphone, et tableaux d’affichage.

- Autorité donnée au coordonnateur par le Maître d’Ouvrage :

Le coordonnateur, dans le cadre de sa mission, a autorité notamment pour :

- Interdire l’accès du chantier à toute entreprise qui n’a pas remis son Plan Particulier de Santé Sécurité (PPSS),
- Interdire l’accès du chantier à toute entreprise sous-traitante non agréée par le Maître d’Ouvrage,
- Faire procéder par l’intermédiaire du Maître d’Œuvre, agissant pour le compte du Maître d’Ouvrage, à la mise en oeuvre des moyens nécessaires pour palier la défaillance d’une entreprise à l’égard de la sécurité collective,
- Faire interrompre toute activité qui présente un risque grave d’interférence ou qui n’a pas été planifiée au préalable,
- Faire interrompre toute activité qui présente un danger grave et imminent pour les personnes quel qu’en soit l’origine.

## **7.2 - OBLIGATIONS DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE SANTE SECURITE**

### **7.2.1 Maître d’Ouvrage :**

**Le Maître d’Ouvrage doit :**

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Prévention),
- Veiller à la mise en application des PGP,
- Faire réaliser les travaux de voirie provisoire permettant l’accès carrossable au site, l’amenée d’eau potable et d’électricité ainsi qu’une évacuation des eaux usées pour que l’installation des locaux destinés au personnel de chantier soit conforme aux dispositions applicables en la matière.
- Joindre le PGC au dossier d’appel d’offre de l’opération,
- Associer le Coordonnateur pendant toutes les phases de l’opération en lui donnant accès à toutes les réunions organisées par le Maître d’Œuvre et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l’exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci,
- Viser le Journal de Coordination Santé Sécurité,

### **7.2.2 Maître d’Œuvre :**

**Le Maître d’Œuvre doit : (Sans objet)**

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Prévention),
- Tenir compte lorsqu’il les estime justifiées, des observations du Coordonnateur ou adopte des mesures d’une efficacité au moins équivalente,
- Viser les observations du Coordonnateur portées au Journal de Coordination Santé Sécurité,

### **7.2.3 Entrepreneurs :**

**Les entrepreneurs doivent :**

- Respecter et appliquer les Principes Généraux de Prévention,

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>30</i>

- Prendre connaissance du PGC,
- Participer aux procédures générales d'accueil préalablement à leurs interventions,
- Adresser au Coordonnateur, avant le début de leurs travaux un PPSS ,
- Tenir à jour sur le site leur PPSS,
- Fournir les documents nécessaires à la constitution finale du DIUO avant la réception des travaux, • Viser les observations du Coordonnateur portées au Journal de Coordination Santé Sécurité et lever ces observations ou répondre aux notifications du Coordonnateur,
- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Santé Sécurité,
- Respecter les obligations issues du livre du Code du Travail,

### **IMPORTANT :**

1 - Sous-traitance :

L'Entreprise Titulaire doit veiller à l'application, par ses sous-traitants, de toutes les dispositions énoncées dans ce PGC.

Il n'y a pas de transfert de cette charge vers le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur Santé sécurité.

2 - Documents à fournir par les entreprises :

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) prévu aux Articles 11 et 12 de la délibération 207 du 7 aout 2012 est constitué par le coordonnateur à partir des données ou des documents transmis par le Maître d'Œuvre et les Entreprises.

Ainsi, le Coordonnateur rassemble sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le D.I.U.O. a pour objectif de faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

### **IMPORTANT :**

Tous ces documents seront remis au Coordonnateurs au fur et à mesure de l'avancement du chantier et au plus tard 15 jours avant la réception des travaux.

## **7.3 - MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES**

### **7.3.1 Entreprises titulaires :**

#### **7.3.1.1 Procédures Générales d'Accueil (PGA)**

En application de l'article 11 de la délibération 207 du 7 aout 2012, le Coordonnateur Santé Sécurité doit rédiger le document servant à la Procédure Générale d'accueil avec toute entreprise titulaire ou sous-traitante, préalablement à l'élaboration de son PPSS et à son intervention sur le chantier.

Au cours de cette visite, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune aura lieu obligatoirement avant remise du PPSPS. Elle est consignée sur le Journal de Coordination Santé Sécurité.

#### **7.3.1.2 Etablissement du Plan particulier de Santé Sécurité (PPSS)**

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>31</i>

Le PPSS doit être établi avant le début des travaux et après avoir signé le Journal Coordination Santé Sécurité lors de Procédure Générale d'Accueil commune préalable aux travaux.

### **7.3.1.3 Délai pour l'établissement du PPSS**

Un délai de 30 jours peut être utilisé par l'entreprise titulaire d'un lot pour réaliser son PPSS. Ce délai peut être ramené à 8 jours pour les entreprises sous traitantes de lots du second œuvre, si les travaux sous-traités n'entrent pas en partie ou en totalité dans la liste des travaux à risques particuliers.

### **7.3.1.4 Date de départ du délai**

Le délai court dès réception d'une commande ou à la date de signature du marché.

### **7.3.1.5 Contenu du PPSS**

Les mesures prévues par l'entreprise pour la prévention des risques professionnels

### **7.3.1.6 Rappel des règles de diffusion du PPSS :**

- Le Coordonnateur diffuse obligatoirement à toutes les entreprises intervenantes (Chantier de bâtiment uniquement), le PPSS du lot principal (lot réalisant les Installations de chantier), et des lots présentant des risques particuliers.

Mais également à :

Diffusion à son sous-traitant, par le traitant du présent PGC, d'un document précisant les mesures d'organisation générales que le traitant a retenues (Éventuellement son PPSS).

Diffusion à la Direction du Travail, des Services préventions de la CAFAT, du SMIT, de leur PPSS, par Le lot principal ou le lot Gros Œuvre, et les entreprises ayant des travaux entrant dans la liste des travaux à risques particuliers.

Un exemplaire, doit être tenu à jour et à disposition sur les chantiers par les entreprises les ayant établis.

## **7.3.2 Emploi du personnel intérimaire :**

**Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :**

Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné(en particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes). L'intéressé est en règle au point de vue de carte de travail et carte de séjour

Le personnel a subi la formation à la Sécurité

Le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice

## **7.3.3 Sous-traitance :**

Dans le cas où un entrepreneur sous-traiterait tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC, ainsi que si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générale à retenir et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>32</i>

Le sous-traitant dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la réception, du contrat signé par l'entrepreneur, pour établir son PPSS. Ce délai est ramené à 8 jours en cas de sous-traitance de travaux du second œuvre ou en V.R.D., les travaux à considérer comme tels.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande les PPSS établis par les autres sous-traitants.

**N.B. : La sous-traitance est soumise à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage**

Le dossier d'agrément du sous-traitant comportera :

- Un dossier de présentation du sous-traitant (qualification, références, organisation),
- Copie du contrat de sous-traitance
- Une attestation du sous-traitant certifiant qu'il y a eu communication de ce PGC et qu'il en accepte les termes : Visite préalable, fourniture d'un PPSS, cantonnement, etc.
- Moyen permettant de contrôler son personnel.

**7.3.4 Prêt de main d'oeuvre :**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprise est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail,

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Le prêt de main d'Œuvre entre entreprises des secteurs du bâtiment et/ou des travaux publics est réservé aux entreprises qui, pour des conditions d'intempéries ou d'insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et de ce fait le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées au même problème météorologique.

Dans ce cas, l'entreprise « prêteuse » ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes et les frais professionnels remboursés le cas échéant.

Le dossier du contrat de prêt devra être présenté au coordonnateur SPS en même temps que le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.

Le dossier comportera au minimum les éléments suivants:

- noms, prénoms, qualifications, attestations médicales du personnel prêté.
- heures de présences et emploi sur le site.
- l'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

En cas de non présentation de ce dossier, le Coordonnateur Santé Sécurité peut demander au Maître d'Ouvrage d'interdire l'intervention du personnel de l'entreprise « prêteuse », ainsi que de diffuser l'information à l'inspection du travail.



<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>1</i>	<i>33</i>

## 8 - VISA DE L'ENTREPRISE

### **ATTENTION**

*Une copie de cette page, signée et tamponnée, doit être jointe Avec l'offre de l'entreprise.*

### **Visa de l'Entreprise**

A.....,

Le.....,

Mention manuscrite « Lu et approuvé »

**Nom du signataire,**

**Signature et cachet de l'Entreprise**

**Titulaire**

**Mandataire**

**Cotraitant**

**Sous-traitant**

*(Rayer les mentions inutiles)*